

picodent

le journal des Alternatifs Ardèche - Drôme

Février 2011

N° 6 - 2me année

1 € 50

L'ÉDITO

de Daniel

Que c'est beau un peuple qui se lève ! Un peuple qui chasse son dictateur, et qui maintient la pression pour ne pas se faire voler sa révolution. À l'heure où ces lignes sont écrites, le peuple tient bon. Nous en parlons dans le journal.

Et ce mouvement s'amplifie, avec la colère égyptienne ! Quelle belle contagion !

À l'international, également, le feuilleton qui peut tourner tragique des élections en Côte d'Ivoire.

Le reste apparaît fade, en comparaison. Pourtant, ne nous y trompons pas : en Ardèche, mais aussi en Drôme, les multinationales pétrolières débarquent à l'assaut des gaz de schiste. Qu'es-aco ? Vous le lirez dans les deux pages du dossier de ce numéro.

L'actualité, ce sont aussi les cantonales, bien sûr. Peu de mouvement dans la Drôme, des déceptions en Ardèche. Nous en rendons compte, ainsi que de diverses initiatives locales.

Bonne lecture !

Le Collectif du Val de Drôme

organise

une **SOIRÉE** autour du film **CHEMINOTS**

de L. Joulé et S. Jousse en présence d'un des réalisateurs

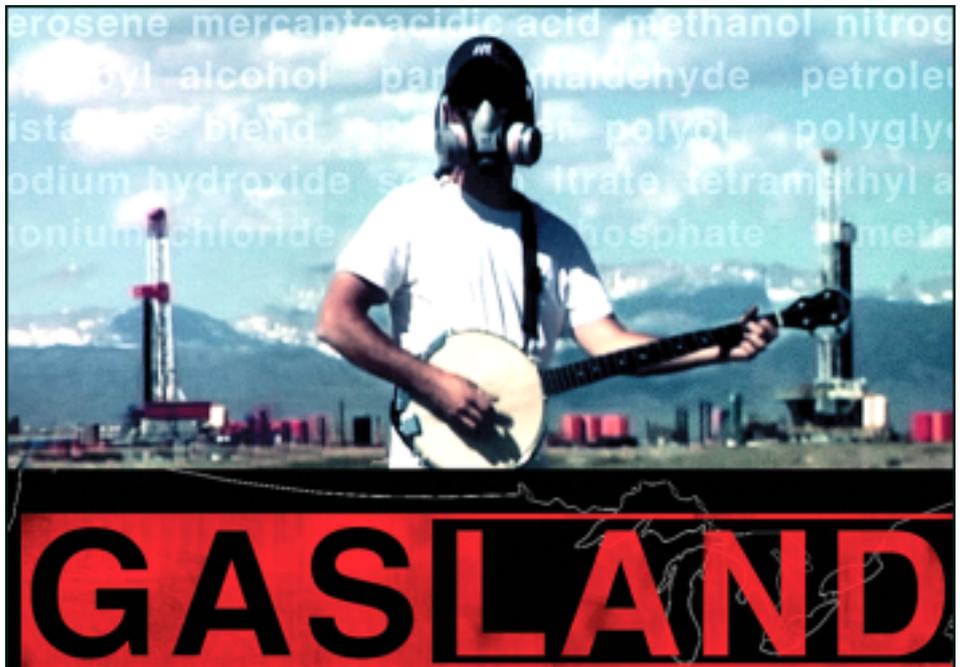
le 21 mars 2011

au cinéma l'EDEN à CREST (26)

GAZ DE SCHISTE

Ils sont vraiment frappadingues !!!

Vous lirez en pages 4 et 5 notre dossier consacré au projet d'exploration de gaz de schiste dans nos départements après les permis signés par Borloo en mars 2010. Avec tous les risques majeurs de pollution que cela comprend...



SOMMAIRE

- L'ÉDITO DE DANIEL p. 1
- CULTURE - EXPRESSION - MARE AUX ANARS p. 2
- DÉMOCRATIE - CANTONALES p. 3
- RÉSISTANCES - ÉCOLOGIE - GAZ DE SCHISTE p. 4 et 5
- RÉSISTANCES - TERRE DE LIENS p. 6
- INTERNATIONAL - CÔTE D'IVOIRE - TUNISIE p. 7
- EXPÉRIENCE - VILLE EN TRANSITION p. 8



Je vous invite à aller à sa rencontre...

Édouard Glissant, écrivain poète et philosophe martiniquais, est décédé le 3 février.

"Monsieur TOUT-MONDE"

Il voyait l'écriture comme "une insurrection de l'imaginaire".

Je me suis plongée dans un de ses livres et me suis embarquée de l'autre côté de l'océan. Malmenée par ses réflexions, envoûtée par la poésie de son écriture.

Le discours antillais : "l'histoire de la Martinique est une histoire perdue, oblitérée dans la conscience (la mémoire) collective par l'acte concerté du colonisateur."

Il nous parle du créole comme langue du détour.

De la traite des noirs à la situation actuelle, il définit de ce qu'il appelle la "dépossession", mécanisme très "efficace" pour lamener

un peuple et le préserver esclave et passif.

Ses activités politiques - fondation d'un front antillo-guyannais et signataire du manifeste des 121 sur le droit à l'insoumission - lui ont valu d'être interdit de séjour aux Antilles et assigné à résidence en métropole de 1959 à 1965.

Dans *poétique de la relation*, on peut également lire ceci : "les peuples qui ont fréquenté le gouffre ne se vantent pas d'être élus. (...) Car si cette expérience a fait de toi, victime originelle flottant aux abysses de mer, une exception, elle s'est rendue commune pour faire de nous, les descendants, un peuple parmi d'autres. (...) Nos barques sont ouvertes, pour tous nous naviguons."

Pénélope

*une de ses oeuvres chez Folio

la mare aux anars

billet de
(mauvaise) humeur

LA TRUFFE DU TRICASTIN

De réunions publiques en réunions publiques notre inénarrable Mariton n'en finit pas de s'agiter et de protester contre les fermetures programmées des usines Mondy de l'Homme-d'Armes et d'Aouste-sur-Sye : et que je m'indigne ... et que je soutiens ... et que je verse sur le sort des 125 licencié-e-s des larmes dignes des sauriens de la Ferme aux crocodiles.

Car en toute innocence, Hervé ne semble pas être surpris que Smurfit Kappa - ancienne Maison-mère de Mondy et première responsable de sa liquidation - élise son obscur bulletin comme support indispensable à sa communication internationale.

Soit un beau tiers-page de pub dans la dernière livraison de Agir ici, Agir ensemble.

Outre ses fonctions de maire et de député - mais pas de Secrétaire d'État !!! - notre hyperactif cumule également celle de vice-président de la Commission pour la trufficulture.

Truffe - *tartufo* en italien -TARTUFFE !!!

Patrocle

De nouveaux POINTS DE VENTE de PICODENT !

Maison de la Presse à JAUJAC (07)

Arrêt Public - café assoc. - r. de la République et Tabac Presse du Pont à CREST (26)

Ci - dessous : NOUVELLE ADRESSE MAIL.

picodentjournalalternatifs@orange.fr

picodent

le journal des Alternatifs 26 - 07

Directeur de publication : Jean SAGNARD,
quartier Sougeyrol 07200 VOGUË
Tél. 04.75.37.76.87

Éditeur : ALTERNATIFS 26 - 07

Publication : imprimerie le CRESTOIS
B.P. 217 - 26400 CREST

Publication bimestrielle Journal édité à 130 exemplaires
<http://alternatifs0726.over-blog.com>



Bulletin d'abonnement

à adresser à : Picodent, les Bérangères 26400 ALLEX

Ce journal représente un coût assez élevé pour notre petite organisation. C'est pourquoi nous lançons une campagne d'abonnement pour nous permettre d'amortir une partie du budget engagé. Votre modeste contribution peut être une occasion de nous soutenir dans nos engagements militants sociaux, écologiques, féministes, autogestionnaires, internationalistes et altermondialistes.

Abonnement électronique : 5 euros par an / papier : 10 euros par an.

Nom, Prénom :

Adresse postale :

Adresse électronique :@.....

Je souhaite m'abonner au journal des Alternatifs 26 - 07.

Je choisis la version électronique.

Je souhaite recevoir la version papier à mon domicile.

Je souhaite être informé-e par la liste électronique des activités des Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.

Je souhaite adhérer ou prendre contact avec les Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.

Je souhaite recevoir trois exemplaires de Rouge & Vert (journal national).

Cantonales en Ardèche

UNITÉ, PARTIE REMISE !

Pour ces élections locales, les Alternatifs pensent qu'il peut être utile d'être présents, dans l'accord le plus large de la gauche de gauche. C'est ce qu'ils ont essayé de mettre en œuvre en Ardèche..

Premier épisode, en novembre, des contacts NPA-Alters pour envisager les cantonales ensemble.

Courant décembre, rencontre Alters-Front de Gauche, à l'initiative du PG. Nous réaffirmons notre souhait d'un accord le plus large possible, incluant le NPA. Au-delà du contenu programmatique, nous mettons l'accent sur la clarification avec le PS, notre volonté de soutenir une majorité sans participer à l'exécutif départemental (le PC exclut de l'accord départemental 3 cantons où il part avec le PS au premier tour !). Mais aussi sur une prise de position claire sur les services publics et notamment sur la gestion de l'espace de restitution de la grotte Chauvet (le conseiller régional PC, seul élu du FdG, ayant voté pour une délégation de service

public !).

Troisième acte, rencontre départementale FdG, NPA et Alters à Privas peu avant Noël. Constat de désaccord y compris entre le PG et le PC, ce dernier se retrouvant seul.

Une quatrième réunion entre PG, NPA et Alters le 13 janvier est organisée, d'où il ressort qu'une forte majorité de militants PG souhaitent un accord entre ces trois formations plutôt qu'un accord « classique » FdG. Oralement, l'accord politique départemental est quasi bouclé. 3 jours plus tard, le PG nous annonce que la position du PC, ayant bougé significativement, il renoue avec le FdG.

Le NPA et notre organisation nous sommes sentis instrumentalisés. La rencontre suivante a permis de dégager rapidement un accord entre nous. Nous aurons donc une présence sur deux ou trois cantons, Les Vans, Valgorge et peut-être Joyeuse, avec présence de candidat-e-s des deux organisations.

C'est dommage ! L'accord large, à portée de main, aurait donné un signal aux citoyen-ne-s du département et enclenché une dynamique positive pour la suite !

Espérons que ce n'est que partie remise !

Daniel

Val de Drôme

LE COLLECTIF POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Le Collectif pour une alternative sociale et écologique du val de Drôme est né lors des élections cantonales de mars 2008.

Forts d'une volonté locale associée à une pratique de luttes ensemble qui ont été aussi très fédératrices, notamment lors de la guerre en Irak et du TCE, un certain nombre de partis politiques (Alternatifs, LCR, PC, Verts - sur un seul canton : Crest Nord) et d'individus non encartés (n'étant pas dans des partis politiques) se sont rassemblés pour soutenir une candidature unique représentative de la Gauche anticapitaliste de transformation sociale et écologique distincte du PS.

Les élections cantonales en 2008 ont permis sur trois cantons de présenter des candidats de ce rassemblement. Les résultats sur le canton de Crest Nord de 18 % , et de 11,5 et 13,4 sur les deux autres cantons ont été très encourageants, ils ont donc permis de consolider cette démarche unitaire. Cette année, les cantons du val de Drôme ne sont donc pas à renouveler.

Depuis, le Collectif s'est

mobilisé chaque fois que nécessaire à l'initiative des uns ou des autres pour des actions issues des mouvements sociaux et des préoccupations politiques du moment.

Il s'est donc activé pour la sauvegarde des services publics à plusieurs reprises dont la Poste en 2009. Lors de cette mobilisation, le M'Pep, et le Parti de Gauche ainsi que Solidaire et la CGT se sont associés...

Lors du mouvement pour la sauvegarde des retraites en 2010, il s'est enrichi dans sa composition de la participation active de nouveaux syndicats, la FSU...

Actuellement, le Collectif est en veille active avec des propositions de soirées informatives sur des sujets politiques citoyens.

En mars 2011, une soirée autour du film « Cheminots » de Luc Joulé et de Sébastien Jousse en présence d'un des réalisateurs est organisée au cinéma l'Eden. Après la projection, nous proposerons, à partir du film, plusieurs pistes de réflexion : l'évolution de la SNCF après la privatisation, les services publics et les incidences sur le travail...

Pénélope

picodentjournalalternatifs@orange.fr

GAZ DE SCHISTE

Ils sont vraiment frappadingues !!!

Pour celles et ceux qui ne seraient pas encore au courant, savez-vous que notre inénarrable Borloo a signé en mars 2010 des permis d'exploration de gaz de schiste dans le Sud-Est de la France, dont la Drôme et l'Ardèche.

Et qui va explorer ?

Total pour le permis de Montélimar et Suez pour celui de Villeneuve-de-Berg. Mais comme ces deux multinationales n'ont pas la technologie, elles s'associent à d'autres multinationales américaines telles que Halliburton.

Figurez vous que le pétrole va en diminuant et qu'il deviendrait "rentable", pour ces compagnies en tout cas, de chercher des gaz "non conventionnels". Ce sont des poches de gaz, enfouies entre 2000 et 3000 mètres sous terre, qu'il faut "libérer" par fracturation hydraulique.

Qu'es-aco ?

Il s'agit de forer d'abord verticalement (classique !), puis d'opérer un virage et creuser horizontalement. Ensuite, injecter sous très forte pression des milliers de m3 d'eau, accompagnés de sable et de 1 % de produits chimiques, afin de créer des micro-séismes dans les schistes pour que le gaz sorte des poches et remonte vers la surface. La moitié des liquides injectés est cen-

sée remonter par le tuyau, avec le gaz, sans toucher les nappes phréatiques et sans pollution !

Vous y croyez ?
Nous non plus !

Et nous avons des expériences particulièrement désastreuses, aux États-Unis et au Canada.

Allez voir sur internet Gasland, un documentaire tourné par une personne dont le terrain est "sollicité" par les compagnies pétrolières et qui cherche à connaître les conséquences. À peine imaginable !

Bref, ici, en Sud Ardèche, c'est vent debout contre ce projet ! Un collectif de citoyens, associations, syndicats, partis politiques, s'est créé rapidement pour informer et agir. Les Alternatifs en font évidemment partie (voir ci-joints les communiqués du collectif et de la coordination nationale des Alternatifs). Même les élus locaux, hésitants au départ, se prononcent contre le projet. Une réunion publique organisée par eux à St-Sernin a rassemblé près de 1000 personnes le 26 janvier. Du jamais vu dans le secteur !

Maintenant, nous attendons de pied ferme les camions vibreurs et les prospecteurs ! Il faudra rester unis car, en face, c'est du lourd ! Et ils ne se laisseront pas faire ! Mais nous non plus !

Informez vous !

Daniel et Jean

Chef, avec nos forages on a détaché la France du continent !



T'inquiète, c'était prévu, on doit la livrer directement à nos actionnaires.

CONTACTS UTILES :

Jean-Louis CHOPY
Yan CHAUVIN
04 75 93 41 45

collectif07sgds@frapna.org

POÈME

LE SAHARA N'EST PAS A VENDRE

*La nostalgie de ma terre a fait grandir ma peine.
Que sont beaux ses animaux
Que sont belles ses plantes
Pour celui qui l'aime. Fertile est son sol
Mais le Sahara n'est pas à vendre.
Le phosphate que vous convoitez
Vous n'y aurez pas accès,
Vous n'y aurez pas droit même s'il est à vendre.
Mais le Sahara n'est pas à vendre.
Longue vie à notre révolution
Et que triomphe le droit
Spolié La justice
Qui sont nôtres.
Mais le Sahara n'est pas à vendre*

Un poète algérien

La photo de la 1re page est tirée du documentaire "GASLAND" de Josh FOX que nous vous invitons à découvrir sur Internet.

GAZ DE SCHISTE

Résolution adoptée par la Coordination des Alternatifs

Le 1er mars 2010, le "Ministère de l'Écologie" octroyait en catimini à plusieurs compagnies extractives des permis d'exploration pour rechercher du gaz de schiste sur plus de 4000 km² autour du plateau du Larzac et ailleurs, soit 1% du territoire français. Cela inclut des secteurs comprenant des sites Seveso et des zones fortement nucléarisées.

Cette décision a été prise en toute opacité, et en tout déni de démocratie. Elle est inacceptable.

Trois ans après le lancement tonitruant du Grenelle de l'Environnement, les gaz de schiste font figure de nouvelle bulle spéculative censée dopper la croissance verte aux mains des multinationales de l'énergie en quête de solutions à la raréfaction pétrolière.

Or si le gaz conventionnel contribue moins au changement climatique que le charbon, il en va tout autrement du gaz de schiste, en raison de ses techniques d'extraction. Celles-ci, voraces en eau, destructrices pour les paysages et les terres agricoles, sont par ailleurs déjà responsables en Amérique du Nord de graves pollutions atmosphériques et des nappes phréatiques. Les microsites qu'elles engendrent pourraient en outre avoir des conséquences gravissimes dans

des régions aussi peuplées que l'Europe. Ni ici, ni ailleurs, nous ne sommes prêts à payer ce prix pour une pseudo indépendance énergétique restant sous la coupe des multinationales. Fuite en avant conditionnée par des choix politiques obéissant à la pression des multinationales (dont Total, European Gas Limited, Hess/Toreador, Schuepbach Energy, GDF Suez...), cette logique vise à pérenniser un modèle de développement énergétique et économique inéquitable, productiviste et confortant la consommations d'énergie fossile.

Pourtant, l'aggravation du contexte de crise climatique impose de sortir de ce modèle et d'inventer une logique économique réellement alternative pour préparer dès aujourd'hui une société de sobriété énergétique. Beaucoup de citoyens et citoyens le savent : il est temps que les élus les suivent et exigent l'arrêt de l'exploration. Il faut inverser cette logique génératrice de dégâts irréversibles qui ne vise qu'à, en rajoutant sans cesse des unités de production énergétique, augmenter la valeur boursière des multinationales au détriment de ce qui est le plus essentiel à la vie.

Le gaz de schiste doit rester dans les roches. Quant au gaz naturel classique, il doit servir en priorité à fermer les plus vieilles et les plus dangereuses de nos centrales nucléaires, condition sine qua non d'un réel développement des énergies renouvelables (solaire, éolien, petit hydraulique et hydrolien, biomasse, production du biogaz à partir des déchets...) en accord avec les populations concernées.

Parmi les propositions des Alternatifs figurent donc :

- la création d'un véritable service public de la production

et des économies d'énergie, affranchi des lobbys de l'atome et des hydrocarbures ;

- un plan de transition énergétique ambitieux donnant la priorité absolue aux économies d'énergie incluant un programme d'aide des particuliers à la rénovation thermique des bâtiments, incluant la mise en disposition de matériaux sains et simples à met-

tre en oeuvre ;

- une réduction importante des transports par route, passant aussi par un réaménagement de l'urbanisme, une relocalisation et une décentralisation des activités, et une reconversion accompagnée de l'industrie automobile vers des secteurs écologiquement et socialement plus vertueux.

Création du Collectif ardéchois "Stop au gaz de schiste"

Depuis mars 2010 le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement a permis à des sociétés multinationales d'explorer le territoire en vue d'exploiter le gaz de schiste.

Un collectif ardéchois rassemblant des citoyens, des associations, des organisations syndicales et politiques s'est constitué pour affirmer son refus de l'exploration et de l'exploitation du gaz de schiste.

Ce refus repose sur les éléments suivants :

- l'absence totale d'information de la population et de débats publics,
- les conséquences environnementales désastreuses (pollution des réserves d'eau potable, du sol et des sous-sols),
- l'aberration énergétique et la fuite en avant que ce choix représente à l'heure de la lutte contre le changement climatique,
- les ravages socio-économiques (agriculture, tourisme, ...),
- les atteintes irréversibles à la santé (produits mutagènes, reprotoxiques ou cancérigènes).

Pour ces raisons nous appelons les citoyens, les associations et organisations à rejoindre le collectif ardéchois "Stop au gaz de schiste" et à se mobiliser.

De nombreuses réunions et manifestations seront organisées localement dans les se-

maines qui viennent.

Par ailleurs, **nous appelons les propriétaires à être vigilants** aux demandes de passages ou de prospections sur leurs terrains. Nous invitons toutes celles et ceux qui ont déjà été approché-e-s à nous contacter rapidement afin de les informer des conséquences de l'exploration / exploitation du gaz de schiste et des risques encourus. Nous fournirons à toute personne en formulant la demande un appui dans la mise en œuvre de moyens de recours et d'opposition contre toute autorisation qui lui aurait été soutirée sans information préalable sur ces risques.

Les élu-e-s des communes sont également appelé-e-s à prendre un arrêté municipal pour bloquer l'exploration. Nous leur adresserons à cet effet un exemple de texte dans les prochains jours.

Le Collectif ardéchois "Stop au gaz de schiste" Signataires à ce jour : des citoyens, des associations (CRIC, FRAPNA07, MRAP Aubenas et Largentière, Vigi-nature), des organisations syndicales (Confédération Paysannes, MODEF, Solidaires), des organisations politiques (Alternatifs, Europe Écologie les Verts, Parti communiste, Parti de Gauche, Parti Socialiste). Contact : Jean-Louis CHOPY, Yan CHAUWIN, 04 75 93 41 45.

TERRE DE LIENS

Faites pousser une ferme près de chez vous !

Depuis 2003, le mouvement *Terre de liens*, initié dans la Drôme, permet à des citoyens et des paysans de se mobiliser autour d'un projet commun.

S'appuyant notamment sur l'investissement solidaire et le don, ils interviennent directement sur le terrain pour soutenir l'installation et le maintien d'activités agricoles respectueuses de l'homme et de la nature.

Dans la Drôme pour le moment trois projets ont été soutenus dont deux sur des terres agricoles : aide à l'installation de jeunes agriculteurs (à St-Dizier et Vachères-en-Quint), mais aussi création d'une AMAP et d'un magasin de producteurs à Upie.

WWW.terredeliens.org

Le saviez vous ?

° 200 fermes disparaissent chaque semaine en France, notamment au profit d'exploitations de plus en plus

grandes.

° 1300 hectares d'espaces agricoles et naturels sont couverts de béton et de bitume chaque semaine : l'équivalent d'une surface comme Paris tous les deux mois !

° Les prix de la terre ont bondi de presque 40 % en dix ans, obligeant les agriculteurs à s'endetter à vie pour acheter leurs parcelles.

Terre de liens s'engage

Quels engagements ?

° Préserver les fermes, restaurer les terres agricoles et les paysages.

° Favoriser la création d'activités rurales diversifiées.

° Accompagner, soutenir et installer des paysanNes pour dynamiser l'économie en milieu rural.

° Encourager le développement d'une agriculture biologique, biodynamique et paysanne.

En quelques années le mouvement terres de lien a permis l'aboutissement de nombreux projets.

Des fermes et des terres préservées :

° 70 fermes acquises ou en cours d'acquisition et près de

1500 hectares de terres destinés à une agriculture biologique ou paysanne.

° 138 agriculteurs installés ou en cours d'installation dans le cadre d'un bail rural d'environnemental.

° Près de 200 accompagnements personnalisés par an pour aider les agriculteurs à accéder à la terre.

À ce jour une vingtaine de sites régionaux Terre de liens en France recensés et de nombreux en projets. À l'aide de ses outils de finance solidaire, la Foncière et le Fonds, le mouvement associatif Terre de liens

° achète et reçoit des terres en donation et en assure la préservation à long terme,

° installe des agriculteurs en leur louant ces terres et encourage des modes de cultures favorables à la biodiversité.

La Foncière Terre de liens propose aux citoyens de devenir actionnaires solidaires en investissant à partir de 100 euros. En 4 ans elle a collecté 15 millions d'euros et réunit aujourd'hui 2.500 actionnaires solidaires qui bénéficient d'avantages fiscaux.

À Aubenas, le
6 janvier 2011

« *Ces Pinçon qui font trembler l'Élysée* »

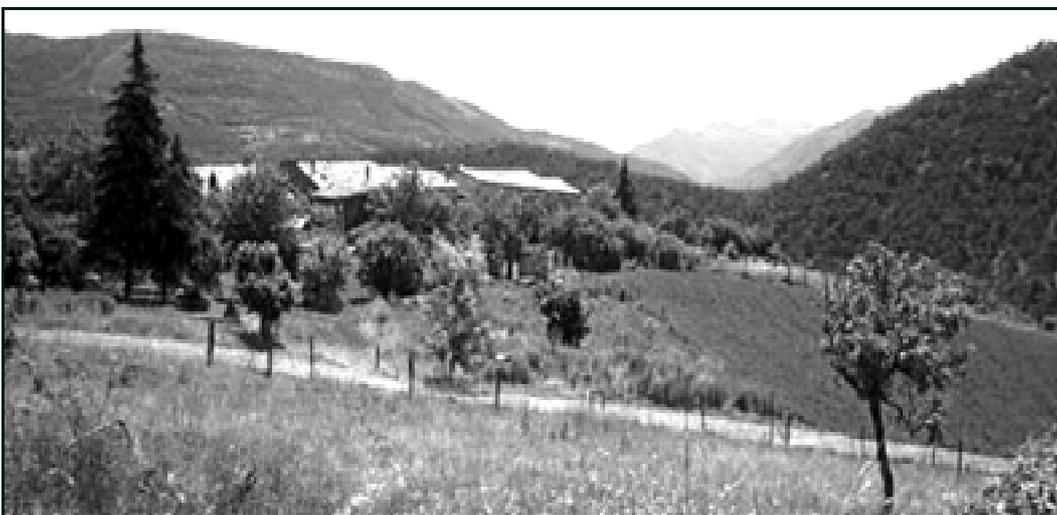
C'étaient d'aimables chercheuse et chercheur au CNRS qui d'ouvrage en ouvrage menaient une étude sociologique - quasi-ethnologique - sur les classes dominantes en France.

La connivence inusitée entre le monde politique et celui des affaires inaugurée en fanfare dès l'élection de Sarkozy, avec la fameuse nuit du Fouquet's, où étaient réunies toutes les composantes de la classe dominante : patrons du CAC 40, politique et show-biz les a amenés à secouer leurs paisibles habits d'intellectuel-le-s et à s'engager pour faire partager leur indignation. Désormais Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon appellent à un changement radical - une révolution - qui remettrait les citoyen-nes au centre de la redistribution des richesses et du pouvoir.

À l'invitation de la F.O.L., la salle du Carrefour Laïque était trop petite pour accueillir plus de 400 personnes venues les écouter et poser de très nombreuses questions sur ces complexes réseaux entremêlés dont Nicolas Sarkozy est dorénavant « le fondé de pouvoir ».

Indignez-vous !!! nous invite Stéphane Hessel Le Président des riches, enquête sur l'oligarchie dans la France de N.Sarkozy - Éditions Zone

Michaël



Nous reviendrons sur le fonctionnement de l'association "Terre de Liens" lors d'un entretien qui sera publié dans un prochain journal.

CÔTE D'IVOIRE

« Il faut que tout soit fait pour la réconciliation des Ivoiriens... »

Depuis le 28 novembre dernier, date du second tour des élections présidentielles, la Côte d'Ivoire s'est réveillée avec deux "présidents" à sa tête.

Alassane Ouattara a été proclamé vainqueur par la commission électorale (la CEI) et par l'ONU avec 54% des voix. Le Conseil de Sécurité de l'ONU "salue l'annonce des résultats du 2^{me} tour de l'élection présidentielle qui s'est tenue dans un climat démocratique, élections libres, justes, transparentes."

La réalité est toute autre ! Visiblement cette élection est une farce qui au final a fait morts et blessés.

À ce jour, les deux camps s'observent, jusqu'à quand ? Laurent Gbagbo qui se présente volontiers comme un enfant de la démocratie décide d'aller au bout de sa logique, qui n'a plus rien à voir avec les urnes. Il est prêt à faire replonger le pays dans la crise, voire la guerre. Un nouvel embrasement Nord-Sud de la Côte d'Ivoire ne l'inquiète pas. La plupart des ressources (cacao, café, pétrole) se trouvent dans le centre et le sud et passent obligatoirement par le port d'Abidjan. "SA" Côte d'Ivoire fonctionne comme ça. Il relance par son attitude le conflit nord-sud, religieux, ethnique. Prêt à soutenir le siège face à "l'ennemi extérieur", comme il le répète.

Alassane Ouattara est prêt à en découdre, soutenu par ses partisans "forces nouvelles". Ceux-ci annoncent qu'ils ne resteront pas les bras croisés face à cette situation.

Ce silence relatif (occulté il est vrai par les événements en Tunisie et Egypte) donne l'impression que chaque camp actionne ses escadrons de la mort, chacun comptant sur

ses soutiens impérialistes, dont la France.

Les intérêts de la France en Côte d'Ivoire

Depuis De Gaulle, la France intervenait en sous-mains par le biais de sa cellule élyséenne. Aujourd'hui les intérêts sur le plan économique se déclinent autrement, à travers surtout ses grands groupes (Bouygues, Total, Bolloré, etc...) Ce sont ces sociétés qui constituent la colonne vertébrale de la France-Afrique en Côte d'Ivoire où intérêts privés et intérêts étatiques fusionnent comme le montre la relation étroite entre Bolloré et l'état français.

La France soutient Ouattara, le candidat "démocratiquement élu", mais doit en même temps rassurer Gbagbo pour préserver les intérêts français. Ce même Gbagbo pour faire "chanter" la France n'hésite pas à brandir ses appuis chinois. La Chine-Afrique tend à supplanter la France-Afrique. Ouattara a de sérieux appuis occidentaux; ne serait-ce que par ses solides amitiés au sein du FMI.

Ni Ouattara, ni Gbagbo ne seront à eux seuls capables de sortir la Côte d'Ivoire de la crise. Certainement pas le premier, l'économiste libéral qui a fait carrière dans les institutions financières internationales, chantre des privatisations, ni Gbagbo, socialiste allié des grands groupes financiers, nationaliste convaincu. Le risque est grand de voir plonger le pays dans la violence. Il faut que tout soit fait pour la réconciliation des Ivoiriens et non pour assurer la victoire d'un camp sur l'autre.

Pour commencer, ça passe par le retrait de l'opération Licorne au profit d'un renforcement de l'ONUCI (opération de Nations Unies en Côte d'Ivoire.)

Jean

picodent

le journal des Alternatifs 26 - 07

<http://alternatifs0726.over-blog.com>

AUTOGESTION TUNISIENNE

Déclaration constitutive du conseil local provisoire pour gérer les affaires de la ville de Sidi Bou Ali

Suite à la décision de confier à Mohamed Ghannouchi la mission de former un nouveau gouvernement chargé d'organiser les nouvelles élections présidentielles dans le pays, après le vide administratif et de gestion dans les villes de Sidi Bou Ali, Wilaya de Sousse, nous, citoyens de la ville de Sidi Bou Ali, rassemblés à la "Place du Peuple" en ville déclarons :

- Nous rejetons cette décision qui se base sur une Constitution antidémocratique et impopulaire, et qui ne garantit pas les droits de toutes les sensibilités nationales dans le pays.
- Nous refusons la domination du parti au pouvoir et à sa continuation à contrôler la vie politique dans le pays, à travers ses symboles et ses valets dans le gouvernement,
- Nous élisons, d'une façon publique, un conseil local temporaire pour qu'il gère les affaires de la cité et pour travailler dans le cadre de la coordination régionale et nationale pour retrouver le fonctionnement normal de la vie civile, économique, culturelle et politique dans le pays jusqu'à ce qu'une nouvelle Constitution d'une société démocratique et populaire ouvre la voie à des élections pour assurer la dévolution pacifique du pouvoir et

sans aucun monopole. Et veille à ce qu'il représente l'ensemble des parties nationales.

Les fonctions de ce Conseil sont :

- La formation de comités de sécurité pour protéger les quartiers,
- Aider à reprendre la vie économique quotidienne et à assurer les nécessités de la vie quotidienne des citoyens,
- Assurer la réouverture des institutions civiles (banques, hôpitaux, municipalités, écoles, instituts, ...)
- Assurer la propreté de la ville.
- Coordonner avec les conseils locaux et régionaux formés.
- Communiquer et assurer la liaison avec l'armée nationale tant qu'elle est la seule institution qui veille, aujourd'hui, sur le pays.

Nous décidons de nous répartir sur les comités suivants :

- Comité de la propagande et des médias.
- Comité de la communication avec l'Armée nationale.
- Comité de la protection des quartiers.
- Comité de la propreté de la ville.
- Comité du logistique.
- Comité de sensibilisation, d'orientation et de culture.

VILLE EN TRANSITION

Une monnaie locale complémentaire sur le bassin de vie Romans-Bourg de Péage

Le 10 décembre 2010, l'association **Commune - Mesure, porteuse d'un projet de monnaie complémentaire sur le bassin de vie Romans - Bourg - de Péage, est née.** Des billets de 1 - 3 - 5 - 10 - 20 **Mesure** y circuleront à partir de mai 2011 et sans doute des billets de 0 **Mesure**.

Une monnaie complémentaire c'est une monnaie parallèle à l'euro qui circule entre des utilisateurs et des prestataires (commerçants - artisans - associations - producteurs...) qui veulent remettre la monnaie au service d'échanges plus humains, locaux et écologiquement responsables. Cette monnaie doit circuler pour garder sa validité, ce qui la rend non thésaurisable. Pour le Mouvement des Objecteurs de Croissance (MOC) à l'initiative de ce projet, il s'agit d'un projet de transition qui commence dès maintenant. En effet une

monnaie, même démocratiquement encadrée, même socialement affectée, ce n'est que de la monnaie. Mais le lent processus de construction en fait un exercice de démocratie locale précieux. À la différence du SOL financé sur fonds européens et piloté par certaines régions, la Mesure est un processus « bottom-up » comme disent les anglo-saxons. À la différence des SEL où seuls sont légaux des

échanges entre particuliers, qui les confinent à rester des cercles fermés, la Mesure circulera dans le circuit économique classique et conduira les consommateurs à réfléchir à ce qu'on échange en faisant circuler des euros. Ce projet n'est pas une invention des mouvements alters puisque des monnaies locales ont existé de l'an 800 jusqu'à 1800 en Europe bien avant qu'une monnaie centralisée n'ap-

paraisse. En Allemagne une trentaine de monnaies complémentaires circulent, ainsi que sur d'autres continents, notamment en Amérique du Sud et du Nord. En Suisse des entrepreneurs échangent entre eux depuis 1939 en « Wir ». Aujourd'hui 60.000 PME sont membres de ce réseau. Il s'agit d'un projet politique qui ne prétend pas répondre à toutes les questions, mais qui permet dès aujourd'hui, sans attendre le grand soir, de construire des alternatives concrètes au quotidien.

Dans la région de Chiemgau en Allemagne 505.000 Chiemgauer passent aujourd'hui de main en main en privilégiant un certain type d'échanges. Depuis un an des « Abeille » circulent à Villeneuve-sur-Lot et des projets fleurissent en différents endroits de France. Un site national est en cours de construction : monnaies-locales-complementaires.net. Vous trouverez plus d'informations sur : monnaie-locale-romans.org.

Annie Vital



Samedi 2 avril 2011
SOIRÉE organisée par le MRAP et RESF
 à partir de 17 h,
 salle de l'Escargot à VOGÛE (07)

Débat :
SOLIDARITÉ ET DÉSOBÉISSANCE

Soirée festive. Entrée : 5 euros.

